

# Nouvelle Démocratie du Premier ministre Kyriakos Mitsotakis devrait arriver en tête des élections législatives mais sans majorité

Le 21 mai prochain, 9 millions de Grecs sont appelés aux urnes pour renouveler les 300 membres de la Vouli Ton Ellinon, chambre unique du Parlement.

Ce sera une semaine après la Turquie qui élira le président de la République et renouvellera le Parlement le 14 mai. Les deux pays méditerranéens entretiennent des relations difficiles, notamment en matière de gestion des migrants, et ils ont des différends territoriaux amplifiés par les recherches d'hydrocarbures en mer Méditerranée. Ankara a ainsi demandé à Athènes de retirer ses forces armées des îles Égéennes (propriétés de la Grèce à l'exception d'Uzun Ada et des îles Imbros et Ténédos) situées tout près des côtes turques.

Prévu en avril, le scrutin a été repoussé de quelques semaines après que dans la nuit du 28 février au 1er mars, une collision entre un train de passagers et un train de marchandises circulant entre Athènes et Thessalonique a fait 57 morts et au moins 90 blessés à Larissa, ville située en Thessalie à 150 km au nord de la capitale. Il s'agit de la plus grave catastrophe ferroviaire qu'ait connue la Grèce. L'accident a révélé de graves dysfonctionnements dans la gestion des chemins de fer et a mis à jour la vétusté du réseau ferré ainsi que les retards pris dans la modernisation du système de sécurité du trafic ferroviaire.

Le lendemain du drame, le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis (Nouvelle Démocratie, ND) a qualifié la collision de « *tragique erreur humaine* », provoquant la colère de la population qui l'a fortement critiqué pour sa gestion de la catastrophe et qui s'est rassemblé dans de nombreuses villes pour exprimer sa colère contre le gouvernement. Le 16 mars, une grève générale a été décrétée. « *Tout le monde a déjà pris cette ligne de*

*train au moins une fois dans sa vie* » a indiqué Yiorgos Vassalos, professeur de science politique. « *Nouvelle démocratie a été élue en promettant un retour à la normale après une décennie de crises. Visiblement, elle a échoué* » a déclaré Loudovikos Kotsonopoulos, professeur de science politique à l'université Panteion d'Athènes. « *La responsabilité politique et morale de cet accident incombe surtout au gouvernement qui sera le plus affecté* » a affirmé Stella Ladi, professeur de gestion politique de l'université Panteion et à l'université Queen Mary de Londres.

Le Premier ministre a finalement décrété trois jours de deuil national après la collision.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut GPO/Parapolitika au début du mois d'avril, Nouvelle Démocratie arriverait en tête des élections législatives avec 35,6% des suffrages devant la Coalition de la gauche radicale-Alliance progressiste (SYRIZA), parti de l'ancien Premier ministre (janvier-août 2015 et septembre 2015-juillet 2019) Alexis Tsipras, qui recueillerait 30,2% des voix. Le Mouvement socialiste panhellénique-Mouvement pour le changement (PASOK-KINAL), conduit par Nikos Androulakis, prendrait la troisième place avec 10,8% des suffrages. Il serait suivi du Parti communiste (KKE), qui obtiendrait 7,1% des voix ; de Solution grecque (EL), parti ultranationaliste de droite radicale dirigé par Kyriakos Velopoulos, qui en recueillerait 4,1% ; du Front de désobéissance réaliste européen (MeRA25), parti de gauche radicale de l'ancien ministre des Finances (janvier-juillet 2015) Yanis Varoufakis, 3,6%, et du Parti national-les Grecs (EKE), conduit par Anastasios Kanellopoulos, 3,1%.

## Élections législatives en Grèce

21 mai 2023

Les élections législatives auront lieu à la proportionnelle intégrale (pour la première fois depuis 33 ans), un mode de scrutin qui rend difficile la formation d'une majorité de gouvernement.

A l'issue du scrutin, la présidente de la République, Ekateríni Sakellaropoúlou, confiera au parti arrivé en tête la mission de former un gouvernement. Celui-ci aura 3 jours pour y parvenir. S'il échoue, la cheffe de l'Etat demandera au parti arrivé en 2e position, puis en cas de nouvel échec, au parti arrivé 3e. Si tous échouent, de nouvelles élections seront convoquées, quelques semaines plus tard.

Si l'écart entre Nouvelle Démocratie et les partis d'opposition est étroit, il sera difficile, pour ne pas dire impossible, de dégager une majorité. C'est la raison pour laquelle nombreux sont ceux, analystes et hommes politiques, qui pensent qu'un nouveau scrutin sera nécessaire, qui pourrait alors être organisé, au plus tard début juillet. Rappelons que le mandat du Parlement prend fin le 7 juillet.

Plusieurs scénarios peuvent être envisagés à l'issue du scrutin. Premièrement, Kyriakos Mitsotakis remporte la majorité et gouverne avec son seul parti. Deuxièmement, Nouvelle Démocratie s'allie avec le PASOK-KINAL pour former une coalition. Troisièmement, l'opposition de gauche s'allie avec le parti de Nikos Androulakis et forme un gouvernement. Quatrièmement, les partis de gauche obtiennent suffisamment de députés pour ne pas avoir besoin du PASOK. Enfin, Nouvelle Démocratie s'allie avec Solution grecque si les deux partis obtiennent la majorité absolue.

Nikos Androulakis a déclaré que le PASOK était prêt à collaborer avec les « grands » partis à l'issue du scrutin s'il obtient l'assurance que les éléments de son programme qu'il juge prioritaires sont repris par ces partis et si le prochain gouvernement est dirigé par une personnalité qui incarne un véritable changement, ce qui exclut le Premier ministre sortant, que le dirigeant du PASOK accuse d'élitisme, et Alexis Tsipras, qu'il accuse de populisme.

### QUATRE ANS DE GOUVERNEMENT MITSOTAKIS

« *Le pays et les citoyens ont besoin d'horizons clairs. Il y a eu des erreurs mais nous sommes là pour les corriger. Notre devise est désormais d'avancer ensemble* » a déclaré Kyriakos Mitsotakis en lançant la campagne de son parti (ND).

« *Notre premier mandat est notre passeport pour un deuxième mandat. J'avais dit que nous allions réduire les impôts et nous avons réduit 50 taxes et contributions ; j'avais promis des emplois et des investissements et nous avons créé 500 000 emplois ; j'avais déclaré que nous allions renforcer la sécurité et nous l'avons fait en concluant des contrats pour de nouveaux avions et de nouvelles frégates* » a-t-il déclaré, ajoutant « *Voici la Grèce de l'avenir que je vous ai promise et que nous mettons en œuvre, celle où les pensions de retraite sont versées en temps et en heure, celle où les écoles maternelles acceptent les enfants dès l'âge de 4 ans, celle qui construit de nouveaux lycées, de nouvelles écoles professionnelles et de nouvelles universités avec des campus qui appartiennent aux étudiants et qui ne sont pas occupés par des squatters anti-establishment* ».

Kyriakos Mitsotakis peut s'appuyer sur quelques résultats pour mener campagne. L'inflation a récemment baissé à 5.4% en mars, après avoir été de plus de 10% l'an passé. Il n'a pas réduit la TVA de 24% sur les produits alimentaires mais il a fait pression sur les supermarchés pour que ceux-ci proposent des prix bas sur 51 produits de base. Le salaire minimal (qui s'établissait à 650 € en 2019) a été revalorisé à 780 € le 1er avril. Il s'agit de la troisième hausse depuis juillet 2019, date du début du mandat de Kyriakos Mitsotakis. Celui-ci rappelle que ce salaire minimal a chuté durant les 4 années du gouvernement Tsipras (2015-2019). La pension de retraite de base a augmenté (775 €). Le taux de chômage est à la baisse : 17% de recul parmi les plus jeunes (17-29 ans) sur les 3 dernières années.

« *Notre politique a été un succès car elle est à la fois libérale, créant du développement, et progressiste, soutenant les plus faibles de la société* » a affirmé le

Premier ministre sortant, ajoutant « *il est désormais clair que les 6% de croissance du PIB, la baisse du taux de chômage, la hausse des investissements, l'augmentation des salaires résultent des réformes audacieuses que nous avons menées. La croissance qui est la nôtre nous permet d'avoir une politique sociale plus performante* ». Il a souligné qu'il avait renforcé la défense du pays en améliorant la protection des frontières. Il a d'ailleurs annoncé le prolongement de 35 km du mur existant entre la Grèce et la Turquie, ce qui permettra de recouvrir la quasi-totalité des 192 km de frontière entre les deux pays. 250 nouveaux gardes-frontières seront déployés dans ce secteur dans lequel le Premier ministre sortant sera d'ailleurs candidat le 21 mai. Enfin, il s'enorgueillit d'avoir fait avancer la Grèce en matière de numérisation.

« *Avec SYRIZA, le pays était en défaut de paiement et au bord de l'exclusion de l'Union européenne (...)* L'image de la Grèce a changé : le pays n'est plus un paria » a indiqué Kyriakos Mitsotakis qui estime avoir rendu à la classe moyenne ce qu'Alexis Tsipras lui avait pris. Nouvelle Démocratie promet pour les 4 ans à venir une augmentation des salaires à l'heure où la hausse des prix constitue la principale préoccupation des Grecs. ND souhaite développer les énergies vertes de façon à ce qu'en 2027, 80% de l'électricité produite dans le pays soit durable.

Le gouvernement de Kyriakos Mitsotakis a été bousculé par la révélation, au mois d'août dernier, que plusieurs personnalités, dont le dirigeant du PASOK, Nikos Androulakis, le ministre du Travail et des Affaires sociales, Kostis Hadzidakis (ND), le chef d'état-major, Konstantinos Floros, 4 autres militaires et au moins 3 journalistes ont été mises sur écoute par les services de renseignements (EYP). Cette organisation est, depuis l'arrivée au pouvoir de Kyriakos Mitsotakis, placée sous l'autorité du Premier ministre. Ce dernier, qui a reconnu les faits, a cependant refusé de révéler les motifs de ces écoutes réalisées à l'aide du logiciel Predator, invoquant des raisons de sécurité nationale. « *Cette affaire a beaucoup fait monter le thermomètre politique et elle a servi de prétexte à l'opposition pour l'ouverture d'un longue période préélectorale informelle* » a déclaré Stella Ladi. Le 27 janvier, les

partis d'opposition avaient déposé une motion de censure contre le gouvernement qui a échoué, 156 députés l'ayant rejetée. Selon Dimitris Christopoulos, chef du département de science politique de l'université Panteion d'Athènes, la population grecque a fort à faire pour lutter contre l'inflation et la crise économique, elle est par conséquent peu concernée par les écoutes téléphoniques. Le Premier ministre sortant a qualifié cette période de pire moment de son mandat.

### UNE OPPOSITION DE GAUCHE AFFAIBLIE ET DIVISÉE

Pour Alexis Tsipras, qui a ajouté la mention Alliance progressiste au nom de son parti, la victoire semble difficile. Le dirigeant de gauche semblait, avant la collision des trains en gare de Larissa, se battre essentiellement pour limiter la victoire de ND. Désormais, il met en avant la défense de l'Etat social accusant Kyriakos Mitsotakis de vouloir le privatiser, voire le détruire. « *Les gens ont besoin d'un programme substantiel et de politiques concrètes et dans lesquelles ils peuvent avoir confiance* » a-t-il déclaré défendant la formation d'un gouvernement progressiste constitué de partis de couleurs différentes pour représenter la diversité de la majorité sociale.

Dans les dernières enquêtes d'opinion, la majorité des Grecs se déclaraient satisfaits de la façon dont leur pays est gouverné. L'accident de Larissa pourrait-il modifier les choses ? Jusqu'à il y a peu, une alliance des forces de gauche (SYRIZA, Front de désobéissance réaliste européen, Parti communiste et PASOK) semblait impossible. Ce dernier parti se voit en faiseur de rois. Mais il a été affecté par le scandale de corruption dans lequel la députée européenne et vice-présidente du Parlement européen, Eva Kailli, est impliquée.

Le Parti communiste a rejeté toute alliance avec Alexis Tsipras. « *La dernière fois que cette formation a appelé à s'opposer aux mesures d'austérité de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), il a ensuite formé le gouvernement le plus proche de l'establishment que nous avons connu* » a souligné le secrétaire général Dimitris Koutsoumbas au quotidien Ta Nea, ajoutant « *Alexis Tsipras gouverne comme le*

## 04

## LE SYSTÈME POLITIQUE GREC

Le Parlement grec (Vouli Ton Ellinon) est monocaméral et compte 300 membres, élus pour 4 ans au sein de 59 circonscriptions au scrutin proportionnel plurinominal.

Un parti doit atteindre 3% des suffrages exprimés pour être représenté au Parlement. Les électeurs votent sur une liste ouverte au sein de laquelle ils peuvent exprimer leurs préférences pour 4 candidats maximum. 51 circonscriptions élisent 288 députés désignés selon la méthode de Hagenbach-Bischoff ; les 12 sièges restants sont répartis selon les résultats de chacun des partis politiques dans une circonscription représentant l'ensemble de la Grèce (ces élus sont appelés députés nationaux et occupent une position honorifique). Enfin, 7 circonscriptions ne comptent qu'un seul siège.

Pour la première fois depuis 33 ans, le parti arrivé en tête ne bénéficiera plus du bonus de sièges lui permettant d'obtenir la majorité absolue. Cette prime a été supprimée par la loi électorale de 2016 mais restaurée en 2020 mais sous forme facultative et par paliers. Le parti arrivé en tête, et ayant recueilli plus de 25% des suffrages, reçoit un bonus de 20 sièges, plus un siège par palier de 0,50% au-dessus de 25% des voix jusqu'à un maximum de 50 sièges pour un total de 40% des suffrages. Le reste des sièges est attribué à la proportionnelle de manière à ce que le total soit toujours de 300. La loi ayant échoué à obtenir au Parlement la majorité de deux tiers, elle ne s'appliquera pas aux élections législatives du 21 mai, qui ont donc lieu à la proportionnelle intégrale, mais elle sera en vigueur lors du scrutin suivant.

L'article 37 de la Constitution grecque indique que le dirigeant du parti qui obtient la majorité absolue des sièges au Parlement doit être nommé Premier ministre.

Les candidats aux élections législatives doivent être âgés de 25 ans minimum. Le droit de vote a été fixé à 17 ans en juillet 2016. Les jeunes qui fêteront leur 17e anniversaire avant le 21 mai, soit environ 420 000 personnes, sont donc autorisés à voter. Environ la

moitié devraient remplir leur devoir civique si l'on en croit les enquêtes d'opinion.

Le vote est obligatoire en Grèce jusqu'à l'âge de 70 ans. L'abstention est officiellement punie d'une peine d'emprisonnement allant d'un mois à un an, ainsi que par un licenciement du contrevenant mais ces sanctions ne sont pas appliquées.

6 partis politiques sont représentés au sein de la Vouli :

- Nouvelle Démocratie (ND), parti libéral fondé en 1974 par l'ancien président de la République (1980-1995) et Premier ministre (1955-1963 et 1974-1980), Constantin Caramanlis. Conduit par le Premier ministre sortant Kyriakos Mitsotakis, il compte 158 députés ;
- La Coalition de la gauche radicale-Alliance progressiste (SYRIZA), parti de gauche radicale née en 2004 et issue du rassemblement de l'ancien parti Synaspismos et de plusieurs organisations de gauche radicale de militants communistes et écologistes. Dirigée par l'ancien Premier ministre Alexis Tsipras, elle possède 86 sièges ;
- Le Mouvement pour le changement (KINAL), coalition politique regroupant le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), le Mouvement des socialistes démocrates (KIDISO), La Rivière (To Potámi) et la Gauche démocrate (DIMAR) fondée en 2018. La Rivière et la Gauche démocrate ont quitté la coalition qui a changé de nom le 9 mai 2022 pour devenir PASOK-KINAL. Présidé par Nikos Androulakis, le parti compte 22 députés ;
- Le Parti communiste (KKE), fondé en 1918 et conduit par Dimitris Koutsoumbas, possède 15 sièges ;
- Solution grecque (EL), parti ultranationaliste de droite radicale fondé en 2016 par Kyriakos Velopoulos, ancien membre de l'Alerte populaire orthodoxe (LAOS), compte 10 députés ;
- Le Front de désobéissance réaliste européen (MeRA25), parti de gauche radicale de l'ancien ministre des Finances, Yanis Varoufakis, possède 9 sièges.

**Rappel des résultats des élections législatives du 7 juillet 2019 en Grèce**

Participation : 57,78%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges
<b>Nouvelle Démocratie (ND)</b>	2 251 618	39,85	158
<b>Coalition de la gauche radicale (SYRIZA)</b>	1 781 057	31,53	86
<b>Mouvement pour le changement (KINAL)</b>	457 623	8,10	22
<b>Parti communiste (KKE)</b>	299 621	5,30	15
<b>Solution grecque (EL)</b>	209 290	3,70	10
<b>Front de désobéissance réaliste européen (MeRA25)</b>	194 576	3,44	9
<b>Aube dorée (XA)</b>	165 620	2,93	0
<b>Indépendants</b>	472	0,01	0
<b>Autres</b>	289 650	5,13	0

Source : <https://ekloges.ypes.gr/current/v/home/>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.